

Études internationales



Magdoff, Harry et Sweezy, Paul M., *The End of Prosperity : The American Economy in the 1970s*, New York, Monthly Review Press, 1977, 136 p.

André Lux

Volume 10, numéro 2, 1979

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700948ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700948ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lux, A. (1979). Compte rendu de [Magdoff, Harry et Sweezy, Paul M., *The End of Prosperity : The American Economy in the 1970s*, New York, Monthly Review Press, 1977, 136 p.] *Études internationales*, 10(2), 409–411.
<https://doi.org/10.7202/700948ar>

américaines, Troisième Option, ressources énergétiques, relations Est-Ouest, relations Nord-Sud), à identifier les servitudes structurelles qui pèsent sur notre politique extérieure (rôle de contrôle structurel et relationnel des firmes multinationales au Canada, pesanteur de l'option « continentaliste », évolution du système international global) à explorer les contours de notre option internationale au niveau du Tiers-Monde (qu'il s'agisse de la Chine, de l'Afrique ou de l'Amérique latine), à préciser, enfin (et l'adverbe n'a aucune connotation d'exhaustivité), les idées quant aux intérêts, actions, attentes et positions du Canada sur les questions de la Conférence sur la coopération et la sécurité en Europe (thème souvent délaissé par les spécialistes de notre politique étrangère).

L'empirisme qui caractérise la démarche des auteurs assure à l'étude une orientation de libre examen, d'investigation critique et réaliste de précision et de nuance dans l'analyse. Le lecteur attentif y trouvera ainsi les données fondamentales de l'environnement de notre action internationale, qu'il s'agisse, par exemple, de la pénétration de notre système économique par la firme multinationale, des ambiguïtés de notre politique énergétique, des limites géopolitiques et économiques pour un rapprochement avec l'Europe, des politiques protectionnistes du Japon ou des incertitudes et particularités du « marché chinois ».

Par ailleurs, la prise en considération à la fois des dimensions diplomatico-stratégiques de notre politique étrangère et de ses aspects économique-commerciaux crée un équilibre dans la construction du schéma fonctionnel de nos relations extérieures et y insère les deux clivages fondamentaux du système international : Nord-Sud et Est-Ouest.

S'appuyant sur des données contemporaines de nos relations extérieures, telles qu'elles évoluent pendant la première moitié d'une décennie chargée de mutations, les auteurs posent une série d'interrogations

essentielles qui, plus que la réponse explorée, aiguillonnent la réflexion du lecteur et ouvrent de nouvelles pistes de recherche fructueuse.

Panayotis SOLDATOS

*Département de science politique et CEDE,
Université de Montréal*

MAGDOFF, Harry et SWEETZ, Paul M.,
The End of Prosperity : The American Economy in the 1970s, New York,
Monthly Review Press, 1977, 136p.

Dans l'introduction à son *Traité d'économie marxiste*, Ernest Mendel constatait en 1960 la sclérose de la théorie économique marxiste qui, en se contentant de répéter l'enseignement de Marx dans les résumés du *Capital*, avait perdu profondément le contact avec la réalité contemporaine. Il insistait, à partir des données empiriques de la science d'aujourd'hui, pour examiner si oui ou non l'essentiel des thèses économiques de Marx reste valable¹.

Son invitation a été largement suivie par Magdoff et Sweezy qui, il faut le reconnaître, ne sont jamais tombés dans la scolastique dénoncée par Mendel. Leur ouvrage rassemble tels quels dix de leurs articles parus entre avril 1973 et avril 1977 dans le *Monthly Review*. Le thème central est celui de l'amorce d'une crise profonde de stagnation, au lendemain de trente années ayant bénéficié de circonstances favorables – en particulier la Deuxième Guerre mondiale, la reconstruction, la guerre de Corée et celle du Viêt-nam – pour camoufler les vices de structure d'un capitalisme qui le poussent inexorablement vers la stagnation.

Les articles ont été rédigés à chaud au fur et à mesure de l'observation des événements des années soixante-dix. La méthode consiste essentiellement à puiser dans les

1. E. MENDEL, *Traité d'économie marxiste*, Coll. « 10/18 », tome I, p. 13.

écrits des économistes « bourgeois » et particulièrement dans les journaux financiers et les rapports de banques ou de commissions nommées par le gouvernement américain, les faits et leurs interprétations « orthodoxes » pour démontrer à travers eux la pertinence et la justesse de la grille marxiste d'analyse du capitalisme « monopolistique ». (Pourquoi cette fidélité à un vocabulaire inadéquat alors qu'il s'agit du capitalisme oligopolitique ?)

Le tendon d'Achille du capitalisme est son système monétaire nécessairement déréglé par la tendance inflationniste inhérente à son stade avancé et qui a plusieurs causes ; parmi celles-ci citons les coûts de l'impérialisme et le décalage entre les coûts comprimés et les prix gonflés, qui ne peuvent se résorber que par l'émission monétaire en vue d'éviter la crise de surproduction/sous-consommation. L'inflation, fruit de la thérapie keynésienne, engendre alors un accroissement dangereux de la dette publique ; au chapitre 2, celle-ci s'accompagne d'un manque de liquidités des entreprises privées et des individus, qui appelle encore plus d'inflation ; au chapitre 8, les auteurs raillent le bouc émissaire de la pénurie de capitaux à qui on voudrait voir endosser la crise et le chômage, alors que l'endettement des entreprises non financières entraîne le siphonage sur grande échelle des capitaux financiers par les institutions financières, qui les utilisent ensuite pour des spéculations boursières et de change. Les banques, poussées par leur soif de profits, ont d'ailleurs consenti des prêts à long terme dans des proportions défiant les règles les plus élémentaires de la saine gestion du crédit, de sorte que leur capital propre est tombé de 9% de leurs actifs en 1960 à 6,5% en 1973, dont une partie a d'ailleurs été empruntée par les *holdings* qui sont propriétaires de ces banques.

Conscients que l'édifice se lézarde, les capitalistes appellent l'État au secours pour qu'il redresse le déséquilibre entre financement par dette et par capital propre (proposition de Rohatyn, de Lazard Frères, de

ressusciter la *Reconstruction Finance Corporation*) et serve la médecine keynésienne de relance : ainsi de fin 1974 à fin 1975 le déficit fédéral est multiplié par... treize, pour atteindre 44 milliards ; mais, oh surprise ! le surplus des compagnies privées augmente de 30% en 1975 pour se chiffrer à \$48 milliards. L'État s'est donc endetté pour renflouer le secteur privé, surtout les grandes compagnies, au moment où les manipulations de l'opinion publique l'invitent à restreindre ses programmes sociaux et demandent aux petits d'accepter des restrictions pour favoriser la recherche et conjurer la crise (engendrée par ces mêmes grandes compagnies). Le problème est que les surplus privés ne sont guère investis parce qu'ils servent en partie à rembourser les institutions financières et que les perspectives de profit sont médiocres. De là naît le couple inflation-stagnation.

Il est impossible de rendre compte de l'impressionnante série d'arguments frappants, tirés presque littéralement des journaux capitalistes, pour diagnostiquer la leucémie de l'économie capitaliste. Magdoff et Sweezy ont deux chapitres sur la faillite des politiques keynésiennes, qui sont en fait le fruit sans saveur d'un keynésianisme bâtard, alors que Keynes lui-même avait perçu certaines contradictions du capitalisme, prôné l'« euthanasie » des rentiers et du pouvoir des capitalistes à exploiter la « valeur de rareté du capital », et recommandé le contrôle par l'État du niveau des investissements et des profits. Ses disciples ont malheureusement négligé d'analyser le secteur financier du capital et ses spéculations à travers les cycles de la conjoncture économique.

La persistance de la crise explique dès lors peut-être l'avènement aux États-Unis des économistes radicaux, d'inspiration marxiste. À condition que ceux-ci ne pèchent pas par l'aveuglement des néophytes, leurs analyses aideront peut-être à apprivoiser la théorie marxiste auprès des jeunes générations d'économistes, enfin libérés des phobies si longtemps entretenues par l'idéologie do-

minante. Ces derniers trouveront en tout cas dans le petit volume de Magdoff et Sweezy un bon apéritif ; ils n'y trouveront certes pas un remède miracle pour sortir le capitalisme de ses difficultés, mais peut-être commenceront-ils à penser, comme nos deux auteurs, qu'il est temps de le remplacer par un système qui n'est pas basé sur le profit mais sur les besoins des gens ordinaires, ceux-là mêmes qui sont au nombre de plus de 3 milliards et demi dans notre monde de quatre milliards d'hommes.

André Lux

Département de sociologie,
Université Laval

MURRAY, Janice L. (éd.), *Canadian Cultural Nationalism : The Fourth Lester B. Pearson Conference on the Canada-U.S. Relationship*, New York, New York University Press, 1977, 139p.

Dans le cadre des Conférences Lester B. Pearson consacrées aux relations canado-américaines, les participants des deux pays à la quatrième conférence tenue en septembre 1976 ont abordé le thème du nationalisme culturel canadien considéré non seulement comme un enjeu important dans les affaires intérieures canadiennes, mais aussi comme un sujet affectant les relations du Canada et des États-Unis.

Les textes réunis dans ce volume se divisent en deux grandes parties : il s'agit d'abord de définir les questions fondamentales sous-jacentes à ce thème et de dégager ensuite les impressions et les réflexions de quelques participants tant américains que canadiens.

En guise d'introduction, le texte du professeur Ramsay Cook vient situer le nationalisme culturel canadien dans une perspective historique en dégagant trois phases d'évolution de ce nationalisme tel que vécu au Canada anglais. Les premiers nationalistes

canadiens-anglais cherchent d'abord à obtenir une plus grande égalité avec la Grande-Bretagne sans rompre l'unité de l'Empire britannique et sont donc tournés avant tout vers la mère-patrie.

Par la suite, on constate, surtout après la Première Guerre mondiale, une « américanisation » du Canada, de la pensée aux investissements, en passant par le syndicalisme, de sorte que certains en viennent à souhaiter le développement d'un continentalisme nord-américain qui viendrait reconnaître la similitude d'intérêts entre le Canada et les États-Unis et la divergence d'intérêts avec l'Europe et la Grande-Bretagne. Depuis les années soixante et surtout les années soixante-dix, émerge un troisième groupe qui décrit une telle situation et qui prône le développement d'une culture, d'une économie et d'une politique typiquement canadiennes.

Durant cette troisième phase, le nationalisme culturel canadien devient de moins en moins un sujet de discussion uniquement pour intellectuels largement minoritaires et de plus en plus un sujet de discussion et de préoccupation pour une partie du public et parmi les sphères gouvernementales, même si le cabinet canadien se définit plutôt comme antinationaliste conformément à la philosophie politique du premier ministre Trudeau.

C'est donc cette troisième phase, correspondant à la période actuelle, qui est susceptible de soulever des problèmes dans les relations canado-américaines. Mais pour aborder ce thème très vaste du nationalisme culturel, les participants ont surtout utilisé la méthode des études de cas et se sont donc penchés sur certains problèmes, comme celui du magazine *Time* et du *Reader's Digest*, celui des annonces canadiennes à la télévision américaine et de la suppression des annonces américaines, et dans une moindre mesure, sur le problème de la publication des volumes et des films et de la nationalité des professeurs d'universités canadiennes.